Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 1205-9145

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 10 septembre 2007
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Les immigrants sur le marché du travail canadien, 2006 2

Les immigrants très récents établis au Canada depuis cinq ans ou moins, c'est-à-dire entre 2001 et 2006, sont ceux qui éprouvent le plus de difficultés sur le marché du travail, même s'ils sont plus susceptibles d'avoir fait des études universitaires que la population née au pays. En 2006, le taux de chômage national de ces immigrants s'élevait à 11,5 %, soit plus de deux fois le taux de 4,9 % observé pour la population née au Canada.

Étude : Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme, 2000 à 2006 5

Les impôts sur les produits, comme la taxe sur les produits et services et les taxes de vente provinciales, ont été la source la plus importante de recettes des administrations publiques au chapitre du tourisme, selon une nouvelle étude. En tout, les recettes produites par le tourisme représentent un montant estimatif de 19,4 milliards de dollars pour les trois ordres d'administration publique au Canada en 2006.

Étude : L'écart entre l'urbain et le rural en matière de professions culturelles 8

Prix des produits agricoles, juillet 2007 9

Commerce international de services du Canada, 2006 9

Nouveaux produits

10

Communiqués

Étude : Les immigrants sur le marché du travail canadien

2006

Les immigrants très récents établis au Canada depuis cinq ans ou moins, c'est-à-dire entre 2001 et 2006, sont ceux qui éprouvent le plus de difficultés sur le marché du travail, même s'ils sont plus susceptibles d'avoir fait des études universitaires que la population née au pays. En 2006, le taux de chômage national de ces immigrants s'élevait à 11,5 %, soit plus de deux fois le taux de 4,9 % observé pour la population née au Canada.

La situation s'améliore pour les immigrants établis au Canada depuis 5 à 10 ans, c'est-à-dire ceux arrivés entre 1996 et 2001, le taux de chômage de ce groupe se situant à 7,3 %.

Comme on peut s'y attendre et comme l'indiquent les nouvelles données sur les immigrants tirées de l'Enquête sur la population active, plus les immigrants sont au Canada depuis longtemps, plus leur situation sur le marché du travail s'améliore et plus l'écart entre eux et les travailleurs nés au pays s'amenuise.

Ce nouveau rapport révèle que, dans l'ensemble, les immigrants de longue date, établis au Canada depuis plus de 10 ans, formaient en 2006 le groupe dont la situation sur le marché du travail s'apparentait le plus à celle de la population née au Canada, ce qui témoigne vraisemblablement de l'intégration de ces immigrants au marché du travail canadien au fil des ans.

Le rapport compare la situation sur le marché du travail canadien des immigrants du principal groupe d'âge actif (de 25 à 54 ans) à celle des travailleurs nés au pays.

Selon le rapport, bon nombre de nouveaux arrivants ont besoin de temps pour s'ajuster à leur nouvelle vie au Canada et pour trouver un emploi.

Les données confirment celles de rapports antérieurs indiquant que les immigrants récents doivent surmonter de nombreux obstacles pour obtenir un emploi. Par exemple, dans le cadre de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada, les répondants ont évoqué le manque d'expérience de travail au Canada, le manque de reconnaissance de leurs titres de compétences et la barrière linguistique comme les principaux obstacles à l'intégration des immigrants récents au marché du travail au Canada.

Note aux lecteurs

Pour mieux cerner l'expérience des immigrants sur le marché du travail, l'Enquête sur la population active (EPA) a commencé à recueillir en janvier 2006 des renseignements visant spécifiquement à identifier les immigrants en âge de travailler (15 ans et plus) au sein de la population sondée.

L'EPA s'est enrichie de cinq nouvelles questions permettant d'identifier les immigrants et de déterminer quand ils se sont établis au Canada ainsi que leur pays de naissance et le pays dans lequel ils ont obtenu leur niveau d'études le plus élevé. Ces questions ont été ajoutées dans le cadre d'un partenariat avec Ressources humaines et Développement social Canada et Citoyenneté et Immigration Canada.

L'EPA fournit désormais des données périodiques relatives à la situation des immigrants sur le marché du travail. Ces renseignements permettront aux divers ordres d'administration publique, aux médias et au public de comprendre, en temps opportun, comment les immigrants se tirent d'affaire sur le marché du travail et jusqu'à quel point le marché du travail canadien tire parti des compétences de ses immigrants.

L'immigration est de plus en plus importante pour la vitalité économique du Canada. Environ les deux tiers de la croissance démographique au Canada sont attribuables à la migration internationale nette. Les projections de la population indiquent que l'immigration nette pourrait être l'unique facteur de croissance démographique d'ici 2030 environ et pourrait être à l'origine de presque toute la croissance de la population active d'ici 2011.

Les immigrants profitent de la forte demande de main-d'oeuvre en Alberta

Dans un marché de travail dynamique, comme le marché effervescent de l'Alberta, les immigrants tendent à se tirer relativement bien d'affaire, selon le rapport. En 2006, les immigrants, tant en Alberta qu'au Manitoba, ont profité de la vigueur du marché du travail dans ces provinces et ont affiché des résultats sur le marché du travail parmi les meilleurs de tous les immigrants au pays.

Le taux de chômage des immigrants très récents établis en Alberta (soit ceux s'étant établis au Canada entre 2001 et 2006) était de 5,8 % en 2006, soit moins de la moitié de la moyenne nationale pour ce groupe, mais tout de même plus de deux fois celui des Albertains nés au Canada (2,6 % en 2006).

En 2006, peu importe le nombre d'années depuis leur établissement, les immigrants vivant au Québec affichaient des taux de chômage nettement supérieurs à ceux des Québécois nés au Canada.

Les immigrants enregistrent des taux de chômage plus élevés, peu importe leur niveau de scolarité

En 2006, les immigrants âgés de 25 à 54 ans étaient proportionnellement plus nombreux à avoir fait des études universitaires que les hommes et les femmes nés au Canada, 36 % des immigrants de ce groupe d'âge ayant au moins un baccalauréat, comparativement à 22 % seulement pour leurs homologues nés au pays.

Cependant, si le taux de chômage de la population née au pays diminue à mesure qu'augmente le niveau de scolarité, celui des immigrants très récents reste élevé, peu importe le niveau de scolarité.

En 2006, le taux de chômage des immigrants très récents titulaires d'un baccalauréat s'établissait à 11,4 %, soit un taux quatre fois plus élevé que celui des universitaires nés au Canada (2,9 % seulement).

Dans le même ordre d'idées, le taux de chômage des immigrants très récents possédant un grade supérieur s'élevait à 12,4 % comparativement à seulement 2,4 % pour la population correspondante née au Canada.

Les immigrants établis au Canada depuis plus longtemps affichent également des taux d'emploi plus bas et des taux de chômage plus élevés que ceux de la population née au pays et ayant le même niveau de scolarité. Cependant, le fossé qui sépare les immigrants de la population née au pays pour ce qui est du taux de chômage et du taux d'emploi tend à se refermer à mesure qu'augmente le nombre d'années écoulées depuis l'établissement au Canada.

Le taux de chômage le plus élevé est observé chez les immigrants très récents de Montréal

Dans les trois principales régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada, et particulièrement dans celle de Montréal, les immigrants très récents (établis au Canada depuis cinq ans ou moins) du principal groupe d'âge actif avaient, en 2006, un taux de chômage beaucoup plus élevé que celui de leurs homologues nés au pays.

À Montréal, le taux de chômage de ce groupe d'immigrants très récents s'élevait à 18,1 % en 2006, soit trois fois le taux de 5,9 % observé chez les Montréalais nés au Canada.

Les immigrants très récents établis à Toronto et à Vancouver font face, eux aussi, à des taux de chômage près de trois fois plus élevés que ceux des résidents de ces villes nés au pays. À Toronto, le taux de chômage des immigrants très récents du principal groupe d'âge actif s'établissait à 11,0 %, comparativement à 4,0 % pour les Torontois nés au pays. À Vancouver, les chiffres correspondants sont de 9,6 % et 3,3 %.

Là aussi, ces taux de chômage supérieurs expriment les difficultés éprouvées par les immigrants très récents au cours des premières étapes de leur établissement au Canada.

Le dynamisme du marché du travail de Calgary en 2006 a été aussi bénéfique pour les immigrants que pour la population née au pays. Calgary prend le premier rang des huit RMR de taille moyenne comprises dans l'étude au chapitre du taux d'emploi de la population de 25 à 54 ans née au Canada (89,3 %).

La forte demande de main-d'oeuvre en 2006 a été particulièrement manifeste chez les immigrants de Calgary établis au Canada depuis cinq ans ou moins. Le taux d'emploi de ces immigrants (73,6 %) reste inférieur à celui de leurs homologues nés au pays, mais il est supérieur à celui constaté dans les sept autres RMR de taille moyenne, de même qu'à Montréal, Toronto et Vancouver.

Les immigrantes doivent se débattre sur le marché du travail

Selon le rapport, les hommes immigrants obtiennent de meilleurs résultats sur le marché du travail que les immigrantes, et les jeunes immigrantes éprouvent particulièrement des difficultés.

Les femmes immigrantes âgées de 25 à 54 ans, soit celles du principal groupe d'âge actif, enregistrent des taux de chômage plus élevés et des taux d'emploi plus bas que ceux des hommes immigrants et des femmes nées au Canada, peu importe la date de leur établissement au pays.

Par exemple, le taux de chômage des immigrantes établies au Canada depuis cinq ans ou moins s'élevait à 13,0 % en 2006, ce qui est supérieur au taux de 10,3 % observé chez leurs homologues masculins.

À titre de comparaison, au sein de la population née au Canada, le taux de chômage s'établissait à 5,2 % chez les hommes et à seulement 4,6 % chez les femmes.

Les jeunes immigrants âgés de 15 à 24 ans, et tout particulièrement les femmes, ont beaucoup plus de mal à percer sur le marché du travail que leurs homologues nés au pays.

Globalement, le taux de chômage des jeunes immigrants établis au Canada depuis cinq ans ou moins s'élevait à 17,2 % en 2006, un taux bien supérieur à celui des jeunes nés au Canada (11,2 %).

Enfin, le taux de chômage des immigrantes très récentes âgées de 15 à 24 ans s'établissait à 19,9 %, soit deux fois le taux de 9,8 % observé chez les jeunes femmes nées au Canada.

Les immigrants sont proportionnellement plus nombreux dans le secteur de la fabrication

Les immigrants sont plus enclins à travailler dans le secteur de la fabrication et dans celui des services

professionnels, scientifiques et techniques que ne le sont les personnes nées au Canada. Ils sont aussi proportionnellement plus nombreux que les personnes nées au Canada dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration.

En 2006, 19,6 % des immigrants établis au pays depuis cinq ans ou moins travaillaient dans le secteur de la fabrication, comparativement à 13,0 % pour la population née au Canada. Par ailleurs, la fragilité de ce secteur depuis la fin de 2002 pourrait avoir provoqué des pertes d'emplois chez les immigrants, notamment dans les provinces du centre du Canada, qui ont le plus souffert du repli de l'emploi dans le secteur de la fabrication.

En 2006, le secteur du commerce de gros et de détail était le premier employeur en importance des travailleurs nés au Canada, 13,8 % d'entre eux y occupant un emploi. Ce secteur était également le deuxième employeur en importance des immigrants, indépendamment de leur période d'établissement au Canada.

Les immigrants établis au Canada depuis 2001 sont plus enclins à exercer une profession dans les ventes et les services que les travailleurs nés au pays.

On retrouve aussi proportionnellement plus d'immigrants récents que de travailleurs nés au Canada dans les professions des sciences naturelles et appliquées.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3701.

Un résumé plus détaillé, intitulé «Les immigrants sur le marché canadien du travail en 2006 : premiers résultats de l'Enquête sur la population active du Canada», qui fait partie de la *Série d'analyses de la population active immigrante* (71-606-XWF2007001, gratuite), est maintenant accessible. À partir du module *Publications* de notre site Web, sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Travail*.

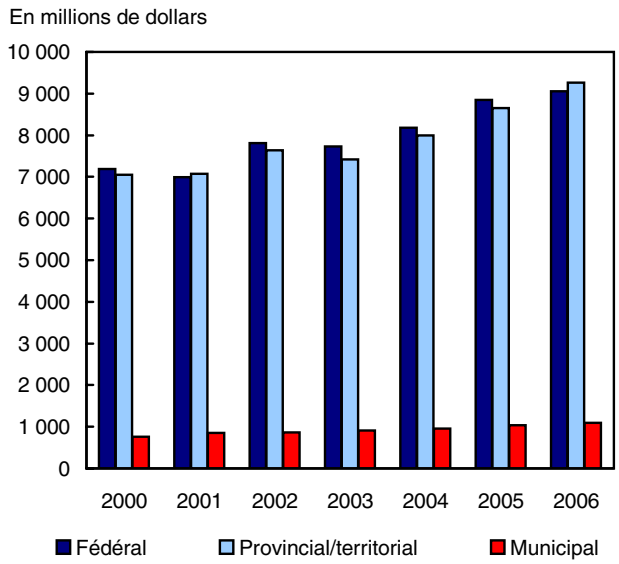
Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-4090 ou composez sans frais le 1-866-873-8788 (*travail@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Christel Le Petit au 613-951-3856 ou avec Vincent Ferrao au 613-951-4750, Division de la statistique du travail. ■

Étude : Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme

2000 à 2006

Les impôts sur les produits, comme la taxe sur les produits et services (TPS) et les taxes de vente provinciales, ont été la source la plus importante de recettes des administrations publiques au chapitre du tourisme, selon une nouvelle étude.

Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme, 2000 à 2006



En tout, les recettes produites par le tourisme représentent un montant estimatif de 19,4 milliards de dollars pour les trois ordres d'administration publique au Canada en 2006, en hausse par rapport au montant d'un peu plus de 15,0 milliards de dollars enregistré en 2000.

Selon l'étude, en 2006, les impôts sur les produits représentaient 51 % des recettes de l'administration fédérale générées par le tourisme. La proportion était de 61 % pour les administrations provinciales et territoriales.

Les impôts sur les revenus d'emploi et sur les bénéfices des entreprises venaient au deuxième rang pour ce qui est des sources de recettes attribuables au tourisme tant dans le cas de l'administration fédérale que dans celui des administrations provinciales et territoriales. Les impôts fonciers étaient la principale source de revenu pour les municipalités.

Note aux lecteurs

Cette nouvelle étude vise à combler une lacune en matière d'information sur les recettes des administrations publiques provenant du tourisme. Ainsi, lorsqu'un touriste paie une chambre à l'hôtel, la TPS, la TVP et les taxes sur la chambre sont perçues par les différentes administrations publiques. En outre, des recettes sont générées par la perception des impôts sur le revenu des employés des hôtels et sur les bénéfices des entreprises ainsi que par les impôts fonciers perçus. De plus, les administrations publiques tirent des recettes directement auprès des touristes, en percevant, par exemple, des droits d'entrée dans les musées et les parcs.

La présente étude fournit des détails sur les recettes des administrations publiques générées par le tourisme, sur la part revenant à chaque ordre d'administration publique et sur les sommes provenant des diverses sources, fiscales ou non. Ces données ne se trouvent pas directement dans le Compte satellite du tourisme ni dans les Indicateurs nationaux du tourisme.

L'étude présente une estimation plus actuelle des recettes des administrations publiques attribuables au tourisme, comparativement à un rapport semblable diffusé en 2003 à partir de données de 1998.

On y trouve des estimations provisoires pour 2006, neuf mois après l'année de référence. Dans l'étude précédente, le décalage entre l'année de référence et la publication était de presque cinq ans.

En outre, l'étude contient la première série chronologique d'estimations annuelles de recettes des administrations publiques attribuables au tourisme sur une période de sept années, soit de 2000 à 2006.

En ce qui concerne les différentes sources de recettes des administrations publiques comprises ou considérées comme faisant partie du champ de l'étude, on y trouve la même couverture (environ 85 % des recettes de toutes les sources) que dans l'étude précédente.

Cette étude a été financée par la Commission canadienne du tourisme.

Les impôts sur les produits se sont élevés à 10,3 milliards de dollars pour les trois administrations publiques combinées, soit plus de la moitié des recettes attribuables au tourisme en 2006. L'impôt sur le revenu a produit 4,5 milliards de dollars supplémentaires, soit près du quart des recettes provenant du tourisme.

Les autres impôts sur la production (par exemple l'impôt foncier) représentaient 2,3 milliards de dollars, tandis que les cotisations aux régimes d'assurance sociale s'élevaient à 1,9 milliard de dollars. À ces sommes, les ventes de biens et services par l'administration publique aux touristes (par exemple les droits d'entrée dans les parcs) ont ajouté 400 millions de dollars.

Les recettes des administrations publiques provenant du tourisme augmentent plus rapidement que les dépenses des touristes

La hausse des recettes des administrations publiques provenant du tourisme entre 2000 et 2006 a

dépassé l'augmentation des dépenses au chapitre du tourisme tant par les voyageurs canadiens qu'internationaux.

Les recettes du tourisme des administrations publiques ont augmenté à un taux annuel moyen de 4,5 % pendant cette période, tandis que les dépenses des touristes ont crû à un taux moyen de 3,8 %.

Ces hausses sont partiellement causées par l'introduction des droits pour la sécurité des passagers du transport aérien en 2002 ainsi que par des recettes plus élevées au chapitre des impôts sur les produits achetés par les touristes, comme l'alcool et le tabac, le carburant pour véhicules ainsi que les articles de camping et de loisirs.

Les recettes des administrations publiques attribuables au tourisme n'ont reculé que dans deux des sept années à l'étude. Des replis se sont produits en 2001, à la suite des attentats terroristes du 11 septembre et en 2003, lors de la vague du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

Selon la plus récente publication des indicateurs nationaux du tourisme de Statistique Canada, les touristes canadiens et internationaux mis ensemble ont dépensé 66,8 milliards de dollars au Canada en 2006.

Pour chaque tranche de 100 $ de dépenses, l'étude révèle que les administrations publiques ont obtenu 29,10 $ en 2006, alors qu'elles obtenaient 27,90 $ en 2000. La part de l'administration fédérale représentait 13,60 $, celle des administrations provinciales et territoriales était de 13,90 $, tandis que les municipalités recevaient 1,60 $.

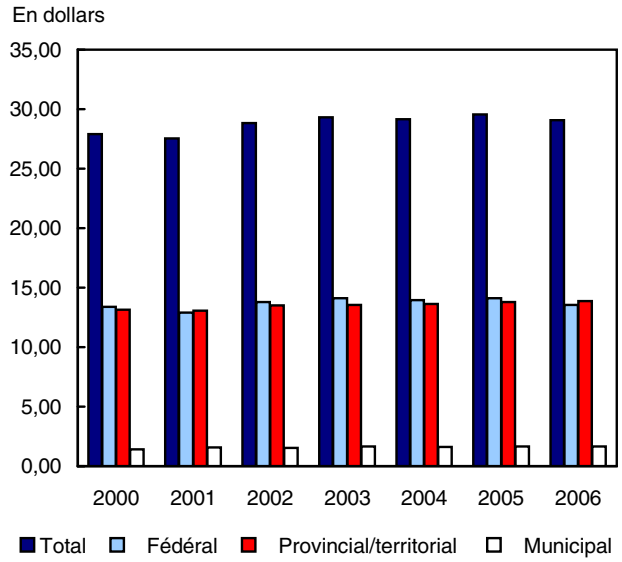
L'administration fédérale a prélevé 9,1 milliards de dollars du tourisme en 2006. Les impôts sur les produits, principalement la TPS, constituaient sa plus importante source de revenu au chapitre du tourisme, s'établissant à 4,6 milliards de dollars.

Les administrations provinciales et territoriales ont perçu collectivement 9,3 milliards de dollars. À nouveau, ce sont les impôts sur les produits, principalement les taxes de vente provinciales, qui représentaient la source la plus importante de revenu (5,7 milliards de dollars).

Les municipalités ont reçu un montant beaucoup plus modeste de 1,1 milliard de dollars. Ce montant était presque entièrement constitué d'autres impôts sur la production, principalement les impôts fonciers.

La réduction d'un point de pourcentage de la taxe sur les produits et services qui est entrée en vigueur le 1er juillet 2006 a ralenti la croissance des recettes du tourisme de l'administration fédérale, laquelle se situait à 2,4 % en 2006. Il s'agissait de moins de la moitié du taux de croissance de 7,1 % des recettes des provinces et des territoires, et du taux de 5,6 % de celles des municipalités.

Recettes des administrations publiques par tranche de 100 $ de dépenses touristiques, 2000 à 2006



Le tourisme représente une part plus importante des recettes des administrations publiques

Selon l'étude, le tourisme représentait 3,9 % des recettes des administrations publiques en 2006, en raison des taxes relativement élevées sur nombre de biens et services achetés par les touristes, comme l'essence et l'alcool ainsi que les divertissements dans les casinos. Parallèlement, le tourisme représentait 3,8 % de tous les emplois de l'économie et 2,0 % du produit intérieur brut du Canada (PIB).

Par ailleurs, la part des recettes des administrations produite par le tourisme était plus élevée en 2006 qu'en 2000, contrairement à sa part de l'ensemble du PIB et des emplois.

En 2002, le tourisme représentait 4,0 % des recettes des administrations publiques. Cette part a reculé d'un quart de point de pourcentage en 2003, l'année de la vague du SRAS, et elle est en croissance depuis.

Entre 2005 et 2006, les recettes des administrations publiques provenant du tourisme ont crû de 4,8 % (en valeur nominale). Tous les ordres d'administration publique ont affiché des recettes du tourisme plus élevées, et ce sont les administrations fédérale et provinciales et territoriales qui ont obtenu la plus grande part.

Le document de recherche «Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme, 2000 à 2006», qui fait partie de la série

Comptes des revenus et dépenses - Série technique (13-604-MIF2007057, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Une version imprimée (13-604-MPB2007057) est également offerte. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au 613-951-3640 (*iead-info-dcrd@statcan.ca*), Division des comptes des revenus et dépenses.

Indicateurs sommaires

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme (en milliards de $)	15,0	14,9	16,3	16,1	17,1	18,5	19,4
Croissance annuelle (%)		-0,6	9,3	-1,5	6,6	8,1	4,8
En proportion des recettes des administrations publiques examinées (%)	3,77	3,79	4,00	3,76	3,79	3,87	3,91
Par tranche de 100 $ de dépenses touristiques ($)	27,90	27,60	28,80	29,30	29,20	29,60	29,10
Produit intérieur brut aux prix de base (en milliards de $)	999,9	1 032,2	1 068,8	1 128,8	1 201,0	1 280,7	1 349,1
Produit intérieur brut généré par le tourisme aux prix de base (en milliards de $)	22,4	22,5	23,3	22,4	24,0	25,7	27,4
Part du produit intérieur brut (PIB) généré par le tourisme aux prix de base (%)	2,24	2,18	2,18	1,98	2,00	2,01	2,03
Total de l'emploi (milliers d'emplois)	15 052	15 204	15 583	15 913	16 193	16 459	16 756
Nombre d'emplois générés par le tourisme (en milliers d'emplois)	610	608	611	612	616	622	634
Emploi attribuable au tourisme (%)	4,05	4,00	3,92	3,85	3,80	3,78	3,78

■

Étude : L'écart entre l'urbain et le rural en matière de professions culturelles

Les plus grandes villes du Canada sont les plaques tournantes du pays au chapitre des arts et de la culture. On note que la taille de la population active culturelle dans une région dépend en grande partie de la population active totale qui y réside. En dépit de cette réalité, un certain nombre de régions rurales et de petites villes, particulièrement en Colombie-Britannique, au Nunavut et au Québec, présentent des proportions inhabituellement élevées de travailleurs du secteur culturel selon une nouvelle étude.

L'étude intitulée «Vers une géographie de la culture : l'écart entre l'urbain et le rural en matière de professions culturelles» s'appuie sur les données du Recensement de 2001. Le *Cadre canadien pour les statistiques culturelles* a servi à définir le secteur culturel de la population active et à examiner la proportion de travailleurs culturels par rapport à l'ensemble de la population active dans les villes et les régions rurales canadiennes, ainsi que la diversité des professions culturelles dans ces régions. Bien que certaines régions rurales aient une proportion élevée de professions culturelles, on a constaté, dans le cadre de l'étude, que ces professions tendaient à être spécialisées et que les villes les plus importantes présentaient l'éventail le plus vaste de professions culturelles.

Par rapport à l'ensemble de la population active, on retrouvait la proportion la plus élevée de travailleurs culturels dans le district régional de la capitale de la Colombie-Britannique, près de Victoria. Des quatre régions rurales de la Colombie-Britannique qui comptent des proportions très élevées de professions en arts visuels et en design, trois sont situées dans l'île de Vancouver, et la quatrième, la Sunshine Coast, venant compléter cette «supergrappe» culturelle.

Une autre supergrappe existe dans les environs de Montréal. Elle comprend deux petites villes et trois régions rurales caractérisées par un nombre élevé de professions culturelles. Parmi les villes canadiennes, Montréal présentait la proportion la plus élevée de travailleurs culturels et la population active culturelle la plus diversifiée, ayant un grand nombre de professions en littérature, en arts d'interprétation, en gestion de la culture, en professions techniques et en professions de la fabrication liée à la culture.

Dans les domaines des arts visuels et du design, le Nunavut, et en particulier la région de l'Île de Baffin, présentait aussi une proportion élevée d'emplois dans la production de sculptures en pierre de savon et de gravures, de tapisseries, de tissages et autres objets d'art inuit destinés à l'exportation. Pour une poignée d'autres régions rurales, en particulier au Québec, c'est l'aspect fabrication qui dominait les professions liées à la culture, en raison d'un éventail limité de produits culturels fabriqués exportés vers des marchés plus importants au Canada et à l'étranger.

Parmi les petites villes ayant présenté un niveau d'emplois culturels supérieur à la moyenne, comme Owen Sound, en Ontario, et Magog, au Québec, on a constaté que cette tendance était liée à l'expédition de produits culturels fabriqués à l'extérieur. D'autres villes se distinguaient par un nombre plus important de lieux culturels tels que les bibliothèques, les musées et les théâtres. Les grappes de petites villes ont tendance à avoir une population active culturelle plus diversifiée que les régions rurales, ce qui laisse supposer que la gamme de biens et services culturels offerts pour consommation locale est plus large.

Pour ce qui est des régions rurales et des petites villes ayant une proportion d'emplois culturels élevée, les exportations ou la proximité d'un grand centre urbain jouent un rôle important dans la mesure où les marchés locaux sont en général trop restreints pour soutenir l'industrie. Stratford, en Ontario, par exemple, attire à son festival de théâtre un public des villes voisines telles que Toronto, Hamilton et Detroit. Dans le cas des grandes villes du Canada, par ailleurs, les niveaux d'emplois culturels semblent dépendre fortement de l'évolution de la taille de l'ensemble de la population active, ce qui indique l'importance de la demande locale.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3901.

Le document de recherche «Vers une géographie de la culture : l'écart entre l'urbain et le rural en matière de professions culturelles», qui fait partie de la série *Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation : documents de recherche* (81-595-MIF2007053, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service aux clients du Programme de la statistique culturelle au 613-951-5418 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (*culture@statcan.ca*), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-1333. ■

Prix des produits agricoles

Juillet 2007

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales, les pommes de terre, les bovins, les porcs, la volaille, les oeufs et les produits laitiers en juillet sont maintenant disponibles.

En juillet, le prix du blé hors-commission en Saskatchewan se situait à 148,46 $ la tonne métrique, en baisse de 1 % par rapport à juin mais en hausse de 58 % par rapport à juillet 2006 alors que le prix se situait à 94,25 $.

Le prix des veaux d'abattage au Québec s'établissait à 120,80 $ pour 100 livres en juillet, en baisse de 1 % par rapport à juin et de 16 % par rapport au prix de juillet 2006 alors qu'il s'établissait à 143,69 $.

Les prix de produits agricoles sont maintenant accessibles dans CANSIM. Plus de 35 produits agricoles sont présentés par province, dont certaines séries remontent à 20 ans.

Données stockées dans CANSIM : tableau 002-0043.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3436.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nickeisha Patterson au 613-951-3249 (*nickeisha.patterson@statcan.ca*), Division de l'agriculture. Télécopieur : 613-951-3868. ■

Commerce international de services du Canada

2006

En 2006, le déficit du commerce des services a augmenté de 3,0 milliards de dollars pour atteindre un sommet inégalé de 15,2 milliards de dollars. Des déficits record ont été enregistrés pour les services de voyages et de transport.

En 2005, la plus récente année présentant l'ensemble des données détaillées, le commerce des services a affiché un large déficit avec les États-Unis et, dans une moindre mesure, avec l'Europe et l'Asie.

Il est maintenant possible de consulter les données du commerce international des services pour l'année 2006.

Les données détaillées par pays, aires géographiques et économiques pour les services commerciaux, les voyages et pour les services gouvernementaux et de transports sont maintenant disponibles remontant à 2005. De plus, les séries sur les importations et les exportations de services commerciaux par affiliation et par secteur industriel basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord ont également été révisées remontant à 2005.

Nota : Le commerce des services englobe les transactions effectuées dans les secteurs des voyages, du transport, de divers services aux entreprises et services professionnels, appelés services commerciaux, et des services gouvernementaux.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0031 à 376-0033, 376-0036 et 376-0062.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1536.

Le numéro de 2006 de la publication *Le commerce international de services du Canada* (67-203-XWF, gratuite) paraîtra au cours de l'automne.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Denis Caron au 613-951-1861 (*denis.caron@statcan.ca*) ou avec François Lavoie au 613-951-5416 (*francois.lavoie@statcan.ca*), Division de la balance des paiements. ■

Nouveaux produits

Comptes des revenus et dépenses - Série technique : «Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme, 2000 à 2006», n° 57
Numéro au catalogue : 13-604-MIF2007057
(gratuit).

Comptes des revenus et dépenses - Série technique : «Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme, 2000 à 2006», n° 57
Numéro au catalogue : 13-604-MPB2007057
(gratuit).

Série d'analyses de la population active immigrante : «Les immigrants sur le marché canadien du travail en 2006 : premiers résultats de l'Enquête sur la population active du Canada», n° 1
Numéro au catalogue : 71-606-XWF2007001
(gratuit).

Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation : documents de recherche : «Vers une géographie de la culture : l'écart entre l'urbain et le rural en matière de professions culturelles», 2001, n° 53
Numéro au catalogue : 81-595-MIF2007053
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

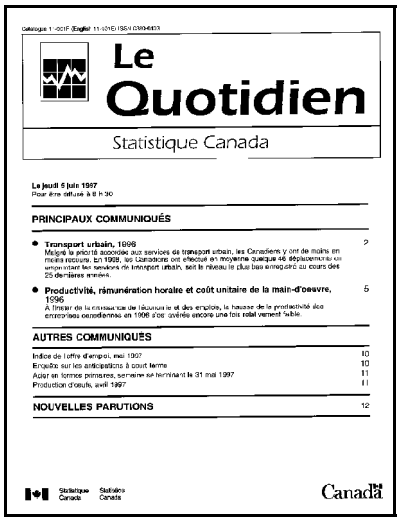
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996** 5
  A l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'oeufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.